



**MMLK**

**LA VOIX DES SANS VOIX**

**Mouvement Martin Luther KING**

CIVISME –NON VIOLENCE –PAIX

DIALOGUE –LEADERSHIP –DIGNITE HUMAINE.

Récépissé N° 0968/MATD-DAPOC-DOCA du 20/09/06

Lomé, 22 février 2014

## **ORIGINES ET CAUSES DES VIOLENCES POLITIQUES AU TOGO**

Les actes de violence qui ne cessent de secouer de manière récurrente notre pays depuis des années, a poussé le Mouvement Martin Luther KING à identifier les origines et les causes et proposer des pistes de solutions durables et efficaces. Même si les violences remontèrent aux années des indépendances, il est important de préciser qu'elles se sont intensifiées pendant l'avènement de la démocratie. Pour cause, le refus des dirigeants d'ouvrir le pays aux principes démocratiques et de l'Etat de droit en organisant des consultations transparentes et libres. Toutes les pratiques qui ont cours ne sont pas de nature à favoriser la paix et la stabilité. Tous s'accordent à reconnaître que les périodes les plus violentes et meurtrières au Togo ces deux décennies, ne sont que les périodes pré ou post électorales, preuve que l'une des causes est l'organisation des élections, donc politiques. Les autres ne sont pas moindres, l'histoire en est une de même que le non respect des textes et des lois de la République ; le chômage, la corruption, l'injustice sociale, l'impunité. Le Togo ne peut rester dans cette triste et exceptionnelle réalité par rapport aux autres pays d'où la nécessité de la réconciliation nationale qui exige un devoir de mémoire et de la réhabilitation de l'histoire dans l'esprit de la gouvernance démocratique.

### **I / Causes Historiques et politiques**

Selon l'histoire de notre pays, les actes de violence ne datent pas réellement d'aujourd'hui, mais ils sont nés depuis les périodes pré et post indépendances.

Tous les régimes qui se sont succédés au Togo ont commis d'une manière ou d'une autre des actes de représailles et de violations des droits humains. On dirait que le Togo d'aujourd'hui a malheureusement beaucoup hérité des clivages politiques entre les partisans du Comité de l'Unité Togolaise (CUT) et le Parti Togolais du Progrès (PTP), deux principaux partis qui animaient la vie politique pendant les périodes coloniales.

Le premier, après sa victoire aux premières élections de 1958, qui accorda au Togo l'autonomie et l'indépendance, ne manqua de faire les choses à moitié. La violence et la division tribale ont vite ébranlé l'espoir de la jeune République. Des basses et sordides œuvres telles que les pillages, les saccages, les brutalités, les assassinats et les arrestations arbitraires ont été exécutées par les milices du CUT communément appelées **Ablodé Sodja**.

Cette situation ethnique prenait tellement une allure suicidaire que les populations du Nord étaient obligées de se regrouper en Union Nationale des Chefs et Populations du Nord (**UNCPN**) en vue de défendre leurs intérêts face aux manœuvres subversives de l'autre partie.

Si le pays n'était pas divisé géographiquement et schématiquement ; moralement, il l'était et la rupture fut consommée entre les peuples du Nord et ceux du Sud.

C'est ce qui conduisit les interventions militaires en 1963 et en 1967 selon les auteurs pour mettre de l'ordre et restaurer la paix civile .Après, le Togo a certes connu les périodes de tranquillité contraignante mais elles n'ont pas pu combler l'attente des Togolais puisque des atteintes graves aux droits humains et des actes de violences se seraient aussi exposés et constatés sur de grandes échelles. Il y a eu des assassinats, des enlèvements et des disparitions brutales et tant d'autres forfaits et crimes de sang.

De tous ces régimes qui se sont succédé, aucun n'a le mérite d'avoir trop fait pour le Togo. Chacun a fait ce qu'il pouvait et que la progéniture juge selon l'histoire.

Ces considérations tribales, ethniques et régionalistes ont souvent fragilisé notre pays et intensifié les actes de violence où l'ethnie majoritaire domine et opprime la minoritaire .Ce n'est pas un hasard que le Togo comporte une quarantaine d'ethnies mais c'est une diversité enrichissante .Il faut donc que toutes les tribus vivent et choisissent leur lieu de résidence sans être inquiétées comme le stipule la Constitution Togolaise.

Toutes les ethnies devraient se valoir et aucune ne puisse se prévaloir de sa supériorité ou de sa position sociale pour piétiner et marginaliser les autres.

Dans l'administration civile et armée, on voit souvent " **quelqu'un qui est appelé à la tête d'un service ou d'un département, préférer être entouré des gens de sa localité, de sa région ou de sa tribu et souvent sans tenir compte de leurs compétences** ".Autrement, je suis du Sud, je suis entouré des gens du Sud ; je suis du Nord, je suis entouré des gens du Nord. **C'est dangereux pour une nation.**

La culture ethnique a créé de la frustration, du mépris et de l'exclusion dans nos sociétés faisant ainsi de la diversité ethnique une source de conflits et d'affrontements ethniques.

Eu égard à tout ce qui précède, il urge qu'il faille s'attaquer aux racines des maux dont souffre la société Togolaise que de traiter les symptômes .Il y a lieu de s'attaquer au cœur du problème en transformant la nature et le caractère corrompus des hommes et des femmes qui doivent s'accepter en tant que des êtres tous créés à l'image de Dieu et à sa ressemblance. C'est de cette manière et la seule d'ailleurs qu'on puisse guérir notre société. Sans cela, elle est condamnée à vivre dans de rebondissement.

## **LE NON RESPECT DES TEXTES ET DES LOIS DE La REPUBLIQUE**

L'un des facteurs des violences est le non respect des textes et des lois de la République. Il est reconnu au Togo d'avoir des beaux textes mais leur application n'a jamais été possible. Au quotidien, les textes sont violés et interprétés selon les humeurs des gens pour satisfaire leur désirata. Dans cette optique, il est courant de voir des lois impersonnelles pour des fins sordides. Il est important d'admettre que notre pays aurait pu éviter beaucoup de situations dramatiques et horribles si la Constitution Togolaise avait été respectée en 2005 après la mort de GNaSSINGBE Eyadema. La réconciliation nationale aurait été aussi rendue possible et la crise sociopolitique aurait été résolue. L'espoir n'est pas encore perdu puisque l'équation se poserait encore en 2015 où le respect de la constitution revient à la charge. Le régime RPT/ UNIR de Faure GNASSINGBE va-t-il écrire l'histoire autrement pour relancer le Togo dans la voie de la normalisation démocratique en se représentant plus à l'élection présidentielle de 2015 ? Il faut qu'ils sachent que le respect des lois est synonyme de la PAIX, de la stabilité, de l'espoir et du développement.

Car L'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes dont les résultats reflètent le choix du peuple est une alternative vers des lendemains meilleurs et paisibles et c'est ce qui convient de nos jours au Togo pour avoir vécu par le passé des élections truquées et fraudées ,donc source de contestations virulentes par l'opposition et réprimées avec violence par les forces de sécurité .

## II Causes socio économiques

### A- LA CORRUPTION

L'une des principales causes de la violence au Togo est aussi la corruption et le détournement des deniers publics. C'est une atteinte à la prospérité et au développement du pays ; c'est un crime économique. Ce mal a tellement gangrené le Togo à tous les niveaux de son administration qu'il faut avoir le courage de dire que parmi tous les régimes qui se sont succédés au Togo, c'est celui de la 3<sup>ème</sup> et de la 4<sup>ème</sup> République qui a excellé dans la corruption sous la gouvernance des GNSSINGBE .

Il suffirait de demander pourquoi la mort des sociétés d'Etat telles que SONACOM, SONAPH, CNCA, OPAT, TOGOTEX, Féculerie de Ganavé, Togograin, SORAD et la privatisation de tant d'autres. Bref, la corruption n'a épargné aucun secteur de l'Etat.

Dans l'armée, la police, la gendarmerie, les douanes, la santé, l'éducation, bref au sommet de l'Etat, la corruption est au galop. Il n'y a plus de différence entre les biens publics et les privés. Tous ceux qui exercèrent des fonctions d'Etat ne cessent d'opérer des malversations financières et économiques. La corruption a cours sous toutes formes. Des barons et des proches du régime se sont enrichis et continuent par s'enrichir au détriment du peuple.

C'est avec ces fonds détournés qu'ils entretiennent des groupes organisés pour assurer soit leur sécurité privée, soit celle de leurs circonscriptions électorales, leurs régions ou leurs préfectures. Devenus même riches plus que la comptabilité publique, alors que les togolais vivent dans la misère et la pauvreté avec les fonctionnaires sans avancement de salaire et les retraités avec des arriérés, on imagine à quel degré la colère et les frustrations montent chez les Togolais en général et les jeunes en particulier pendant des événements politiques où leurs nouveaux maîtres leur proposent des situations meilleures au cas où ils sont élus ou parviennent au pouvoir.

Comment pourrait-on admettre ou concevoir facilement l'énormité de richesses de certains citoyens qui n'ont jamais travaillé ni dans la fonction publique ou dans le secteur privé ou qui ont travaillé mais dont les salaires ne pouvaient pas les rendre si richissimes ? Alors qu'en face, d'autres collègues du même indice salarial sont dans des conditions dramatiques et indécentes

Pour réussir leur sale besogne, ces individus ont institué la gestion familiale ou tribale de notre administration, raison pour laquelle seul un clan et ses associés détiennent les fortunes du pays. Ils gèrent les patrimoines nationaux comme bon leur semble et selon leur gré. Preuve de la minorité qui s'accapare des richesses du pays .

Conscient de ces malversations financières et ces actes de sabotage économique, feu GNASSINGBE Eyadema, avait mis en place une Commission Anti- Corruption et de Lutte Contre le Sabotage Economique. Les togolais ont salué cette noble initiative et ont pensé être au bout de la malhonnêteté de ces fossoyeurs qui enfoncent et détruisent notre économie. Mais ils ont vite déchanté car cette institution s'est masquée et ne pouvait agir que sur ordre se détournant ainsi de sa mission étant incapable de se prononcer sur les dossiers dans lesquels les hauts dignitaires étaient impliqués. Par contre, la commission s'est montrée zélée pour lancer ses filets en direction des autorités municipales, des petits entrepreneurs et leurs fournisseurs, ce qui ne représentait que des miettes, donc une infime partie des manœuvres de la corruption au Togo. Cette méthode de travail était loin de réduire voire d'éradiquer ce phénomène.

Aujourd'hui, personne n'en parle et la Commission est devenue une boîte morte vide alors que la corruption et le sabotage économique continuent leur chemin avec une allure sans précédente. Les auteurs et leurs complices opèrent impunément en vidant chaque jour les caisses de l'Etat au grand dam du peuple malheureux et misérable.

Tant qu'un petit groupe continuerait par s'accaparer des ressources de l'Etat et dilapider les biens publics, les actes de violences et d'insécurité ne prendront jamais fin au Togo car "Un ventre affamé n'a point d'oreilles ".

## **B- L'IMPUNITÉ**

Le Mouvement Martin Luther KING reconnaît que depuis longtemps d'énormes actes horribles, inhumains et dégradants ont été commis impunément sur des citoyens de quelque bord politique et ethnique que ce soit, violant ainsi les droits humains. Malheureusement, leurs commanditaires et leurs auteurs n'ont jamais été traduits, jugés et punis selon la loi. Curieusement, ils sont souvent identifiés mais jamais ils n'ont été inquiétés pérennisant ainsi la culture de l'impunité. Sans doute, elle s'est perpétuée dans le temps et dans l'espace depuis la 1<sup>ère</sup> jusqu'à la 4<sup>ème</sup> République. Chaque régime qui se succède entend la combattre mais à terme se retrouve incapable même pire que le précédent. Elle a persisté et a duré jusqu'aux événements du 24 Avril 2005. Les victimes de ces cas de violations sont légion et se comptent par milliers et le Mouvement compatit à leurs douleurs et à leurs souffrances.

Le fait que l'impunité date de longtemps et remonte à une période historiquement lointaine, ne légalise pas sa pratique.

C'est pourquoi, le Mouvement Martin Luther KING, condamne ces violences qui ont choqué la conscience et l'entendement de plus d'un. Pendant ces périodes, les individus à la solde de leurs maîtres, ont opéré souvent à visage découvert, certains avec des armes blanches (machettes, gourdins, fusils de chasse etc.) et d'autres avec des armes réelles. Tous ceux-ci ont commis leurs forfaitures devant leurs victimes impuissantes et sans voix. L'horreur et l'abomination de ces actes ont suscité des vives émotions et de grande indignation et ont piqué la conscience de la communauté nationale et internationale.

Les auteurs mêmes ne seraient nullement du reste sachant pertinemment qu'un jour ils seront rattrapés par l'histoire et répondront même après leur mort de leurs actes devant Dieu car **“qui tue par épée périra par épée”**.

Beaucoup s'accorderaient avec nous qu'on parlait moins de l'impunité mais pendant ces 2 dernières années, ce concept est devenu familier à toutes les lèvres et a connu une large diffusion alimentant les débats dans les ménages, les services et surtout sur les médias (journaux parlés comme écrits).

C'est la preuve qu'elle se fait découvrir et ne pourra plus faire long feu dans notre société au profit de la justice et de l'équité dans le jugement des faits et des actes comme pour dire selon la Bible dans les **Proverbes 11 verset 21 « le méchant ne restera pas impuni »**.

Or, il faut aussi reconnaître que l'impunité ayant été longtemps entretenue et cultivée, il faut aussi du temps pour s'en débarrasser surtout que cela implique certaines réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Le Mouvement espère que les différents chantiers ouverts à ces fins aboutiraient pour mettre un terme à l'impunité.

## **C- LE CHOMAGE ET L'INJUSTICE SOCIALE**

La jeunesse étant souvent reconnue par tous les acteurs politiques et tous les dirigeants de notre pays comme la couche majoritaire et la relève de demain, pourtant elle est malheureusement ignorée et abandonnée à son triste sort. Sans emplois, elle est vouée au chômage et se compte par milliers.

Diplômés des écoles, des facultés et des centres de formations universitaires, ces jeunes ne doivent leur survie qu'au service des Taxis motos communément appelés **Zémidjan**.

Consciente de ce que leur avenir est menacé, la jeunesse se livre à tort ou à travers à toute sorte de pratiques et d'actes qui contribueraient à l'amélioration de ses conditions de vie et ceci à son risque et péril. Ils sont obligés de se ranger derrière ceux qui pensent leur apporter du nouveau et du salut augmentant ainsi leur fureur et leur colère contre les dirigeants au pouvoir. Excitée par ces promesses, elle brave s'emploie énergiquement dans des actes de tout genre espérant un futur prometteur. N'étant pas occupée à faire quelque chose, elle se joint facilement à tout mouvement de foules non seulement pour l'amélioration de son avenir mais aussi à

rechercher avec avidité son pain du jour ; ce qui les amène à commettre des forfaits tels que le vandalisme et surtout le pillage .

Le chômage pousse donc la jeunesse à la tentation et engendre une société dans laquelle le mal domine impitoyablement avec les drogués, les délinquants, les sans domicile fixe et les prostituées. Ils deviennent du coup des instigateurs des vagues de violence et de révolte sous toutes leurs formes.

Il serait toujours donc fatal voire dangereux aux gouvernants de continuer par ignorer cette importance tranche de la population qui constitue le squelette du pays. Il est temps de prouver par les actes concrets que réellement” **aucun sacrifice n’est trop grand quand il s’agit de la jeunesse**”.

De tout temps et de toute époque, la jeunesse reste et demeure au cœur des actes politiques et elle mérite d’être soignée et entretenue car elle est capable du meilleur et du pire à la fois. Il faut apaiser sa colère en satisfaisant à ses besoins d’emplois et d’autres conditions qui y sont afférentes.

## **LA NECCESSITE DE RECONCILIATION NATIONALE**

Avec le développement de l’histoire du Togo qui définit clairement les origines des violences politiques avec des responsabilités partagées, aucun parti politique, aucun régime, aucun individu ne saurait être exempté des différentes tensions qui ont exacerbé la crise togolaise. D’une manière ou d’une autre, chacun aurait participé nécessitant la réconciliation entre tous. C’est la juste mesure qu’il faille adopter pour remettre les fils et les filles de ce pays autour d’une même table pour trancher dans la sincérité les maux qui ont longtemps miné notre société.

L’issue heureuse du dialogue inter Togolais qui a accouché l’Accord Politique Global le 20 Août 2006 fut un important pas qui devrait déclencher le processus de réconciliation nationale avec dépassement de soi et rapprochement des opinions malgré les divergences. Contre toute attente, les clauses de cet accord sont encore stériles et improductives puisque les réformes attendues se heurtent au calcul politicien des dirigeants.

Au lieu que chaque partie se sente concerné et dégager sa part de responsabilité et partant œuvrer pour le redressement national qui implique individuellement et collectivement un sacrifice dans un sursaut de patriotisme et de civisme sans, nous assistons à l’anéantissement de l’espoir de tout un peuple au profit d’un groupuscule d’individus.

Ils ont ignoré que l’histoire est une perpétuelle illustration que certains souffrent voire mourir pour faire vivre les autres comme la mort de Jésus pour sauver l’humanité. C’est le sacrifice fait sur l’autel de l’amour avec pardon comme leitmotiv. En termes clairs, les crimes, les massacres et les tueries sont des semences qui sont assez pour changer le destin et le devenir de cette nation.

**Sur un échantillon de 100 personnes que nous avons écouté dans notre sondage sur la réconciliation nationale, 30 sont pour la réconciliation sans chasse aux sorcières, 52 pour la réconciliation avec référence aux évènements passés et 18 se sont abstenus tout en reconnaissant que ce qui n’était pas possible hier au Togo peut l’être aujourd’hui mais que les actes doivent suivre les paroles.**

Toutefois, le processus de réconciliation nationale doit obéir à certaines normes et règles qui mettront désormais l’accent sur le respect des valeurs fondamentales de la personne humaine et surtout le respect des biens publics et la justice sociale.

Dans ce processus, le rapprochement entre les l’armée et la population civile comme l’a recommandé la Commission Vérité Justice Réconciliation. Car pour la majorité des Togolais, il y a un divorce entre eux et cette institution pour avoir beaucoup causé de chagrins, de détresse et de désolation dans leur vie. **En conséquence, le citoyen Togolais hait les gens en treillis en général et les militaires en particulier.**

Pour s’en rendre compte, il suffit de prendre un Zémidjan et en arrivant à un carrefour où un agent en treillis régularise la circulation ,l’on est surpris d’entendre des propos inimaginables et

haineux de la part des motocyclistes et des passagers à l'endroit des forces de l'ordre et de sécurité .Ces gens expriment une sorte d'animosité ,d'indifférence et d'amertume vis-à-vis de ceux qui sont sensés les protéger et assurer leur sécurité .

*Aussi, le civil désapprouve t-il les bastonnades ,les sévices corporelles et les raquettes des militaires lors des patrouilles. De son côté, le militaire estime que le civil est trop orgueilleux, indiscipliné et n'obéit pas aux lois.* On ne peut pas construire un pays dans cette anarchie.

Il s'avère donc indispensable que ces tensions soient amorties et des conditions idéales et propices soient créés pour rapprocher le civil du militaire dans un esprit de fraternité et de convivialité. Nous regrettons de ce que l'initiative "**Réconciliation- Armée- Nation** " prise par feu GNASSINGBE Eyadema en 1993, n'a pas pu donner ses résultats .Cette initiative est tellement louable qu'elle doit être instamment rénovée dans un élan nouveau en vue de mettre fin aux clivages entre l'armée et la population civile. Elle pourrait naître à la suite d'un **Forum National entre la société civile, l'armée et les forces de sécurité.** Toutefois, ce fossé ne peut pas empêcher la réconciliation entre le peuple et l'armée.

De l'autre côté ,la réconciliation doit tenir compte de la redynamisation des relations entre le peuple et les autorités politiques ,administratives ,traditionnelles et même religieuses .En toute franchise, le peuple Togolais n'a plus en confiance en ses autorités car le peuple au nom duquel ces autorités prétendent parler est toujours victime et laissé pour compte ,sans soutien et sans protection comme des poussins sans la poule mère .Le peuple qui détient la souveraineté est marginalisé n'ayant pas de voix. Elle n'a dès fois secours que de la société civile mais elle est malheureusement aussi impuissante et n'arrive jouer son rôle de pont entre les gouvernants et les gouvernés.

Dans cette œuvre de réconciliation, les autorités religieuses ou morales doivent s'impliquer pleinement eu égard au ministère de réconciliation qui leur est dévolu par le Créateur. Personne ne doit ignorer que dans ce genre de situation, les actes doivent dépasser les paroles

Le Président ,

**Pasteur EDOH K.KOMI**